

**MOTION DU BARREAU DE CHERBOURG-EN-COTENTIN**

**L'Assemblée générale extraordinaire du Barreau de Cherbourg-en-Cotentin réunie le 1er décembre 2025**

**CONNAISSANCE PRISE** du Projet de Décret DARMANIN, dénommé Rivage et destiné à réformer la procédure d'appel,

**S'OPPOSE** à la restriction annoncée du droit d'appel par la mise en place d'un triple filtrage :

- Suppression du Droit d'appel dans certaines matières (demandes de délais de paiement, fixation des obligations alimentaires ...),
- Impossibilité de faire appel pour tous les litiges inférieurs à 10 000 € (contre 5 000 € auparavant),
- Possibilité pour la Cour d'appel de rejeter certains recours sans débat préalable et ainsi sans accès au Juge ;

**EXPRI ME SON REFUS** de nouvelles dispositions tendant à renforcer le formalisme déjà excessif de la procédure d'appel, toujours au préjudice du Justiciable,

**DENONCE** que la procédure, en premier lieu protectrice de droit, est dévoyée pour un objectif statistique de gestion des flux,

**AFFIRME** que le droit d'appel est un élément essentiel du droit au recours effectif et également un fondement de l'Etat de droit ;

**EXIGE** l'abandon du projet de Décret DARMANIN et demande une refonte de la procédure d'appel, en concertation avec la profession d'Avocat,

**AVERTIT SOLENNELLEMENT** que les Avocates et Avocats du Barreau de CHERBOURG-EN-COTENTIN s'opposeront, par tout moyen qu'ils entendent se réserver, à la mise en œuvre des dispositions du Décret DARMANIN.

**Motion adoptée le 1er décembre 2025**